

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/TRIMS/N/1/ECU/1

2 avril 1996

(96-1184)

Comité des mesures concernant les  
investissements et liées au commerce

Original: espagnol

## NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 5:1 DE L'ACCORD SUR LES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIEES AU COMMERCE

### Equateur

La Mission permanente de l'Equateur a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 20 mars 1996, en relation avec le paragraphe 76 du rapport du Groupe de travail de l'accession de l'Equateur (WT/L/77).<sup>1</sup>

#### I. Description de la mesure et de ses principales caractéristiques

Dans le cadre du Pacte sous-régional Andin et en vertu des dispositions de la Section B du chapitre IV de l'Accord de Carthagène, l'Equateur, la Colombie et le Venezuela ont signé, le 13 septembre 1993, l'"Accord de complémentarité relatif au secteur automobile", en vue d'adopter une politique commune visant à promouvoir la spécialisation dans ce secteur et de tirer profit du marché sous-régional élargi de façon rationnelle et dans des conditions équitables de concurrence.

Dans le cadre de l'Accord de complémentarité relatif au secteur automobile, le gouvernement équatorien impose aux entreprises d'assemblage l'obligation d'intégrer un certain pourcentage d'éléments d'origine nationale dans les véhicules assemblés dans le pays.

Cette politique est plus souple dans le cadre régional du Pacte Andin puisque les entreprises d'assemblage doivent intégrer un minimum d'éléments originaires des pays signataires de l'Accord, et non pas seulement d'origine nationale.

#### 1. A quelle catégorie de la liste exemplative la mesure appartient-elle?

La mesure appartient à la catégorie prévue au paragraphe 1 a) de la liste exemplative figurant en annexe à l'Accord sur les MIC.

#### 2. La MIC est-elle appliquée par le gouvernement en vertu d'un pouvoir discrétionnaire ou d'une législation impérative?

La MIC est en vigueur en vertu d'une loi d'application générale.

---

<sup>1</sup>Les renseignements figurant dans cette notification ont été communiqués précédemment par l'Equateur au Groupe de travail de l'accession de l'Equateur dans le document WT/ACC/ECU/2 du 17 mai 1995. Les réponses données dans cette notification suivent l'ordre du modèle de présentation indiqué dans le document G/TRIMS/1.

3. Lorsqu'il s'agit d'une MIC de caractère général, quels sont les critères utilisés pour déterminer les entreprises auxquelles elle s'applique?

La mesure s'applique à toute entreprise d'assemblage de véhicules nationale ou étrangère installée en Equateur.

4. Lorsque la MIC est appliquée conformément à une législation impérative, cette législation exige-t-elle que la mesure soit appliquée aux nouvelles entreprises ou aux nouveaux investissements d'entreprises existantes?

Les dispositions andines s'appliquent à toutes les entreprises d'assemblage (nationales ou étrangères) qui sont établies ou s'établiront dans le pays.

5. Préciser a) si la mesure est obligatoire ou a force exécutoire pour l'entreprise en vertu de la législation nationale ou de décisions administratives ou b) s'il est nécessaire que l'entreprise s'y conforme pour obtenir un avantage. Dans ce dernier cas, préciser la nature de l'avantage.

Les dispositions andines sont d'application obligatoire et générale pour toutes les entreprises d'assemblage du pays.

6. Lorsque la MIC a trait à des produits spécifiques, donner suffisamment de détails sur ces produits pour définir la portée de la mesure.

Les pourcentages minimaux d'intégration sont différents suivant la catégorie de véhicules assemblés:

- a) Pour la catégorie n° 1, le pourcentage est actuellement fixé à 35 pour cent et sera porté à 40 pour cent à compter du 31 décembre 1995.
- b) Pour la catégorie n° 2, le pourcentage est actuellement fixé à 35 pour cent.

7. Indiquer la date de mise en oeuvre de la MIC et la nature de toute modification apportée à la MIC dans les 180 jours précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC.

La mesure est applicable en Equateur depuis la signature de l'Accord. Celui-ci a introduit la notion de pourcentage d'éléments achetés dans la sous-région ainsi que la formule de calcul et les prescriptions correspondantes concernant l'intégration.

8. La MIC, telle qu'elle est appliquée en vertu de la législation indiquée précédemment, comprend-elle des dispositions relatives à sa réduction progressive ou à son élimination?

Aucune disposition ne prévoit la réduction progressive et/ou l'élimination de la mesure.

9. Indiquer la loi, la réglementation ou la directive administrative nationale en vertu de laquelle la MIC est appliquée; une copie doit être adressée au Secrétariat pour que les Membres intéressés puissent la consulter.

Une copie de l'Accord de complémentarité relatif au secteur automobile est annexée à la présente notification.<sup>2</sup>

---

<sup>2</sup>Des copies de ce document sont disponibles au Secrétariat, où elles peuvent être consultées par les délégations intéressées (Division de la propriété intellectuelle et des investissements).

10. Préciser à quel niveau d'administration la MIC est appliquée et donner le nom de l'organisme de mise en oeuvre et tous les renseignements sur les procédures d'application qui sont nécessaires pour comprendre la nature et la portée de la MIC.

Le Ministère de l'industrie, du commerce, de l'intégration et des pêches (MICIP) est l'organisme chargé d'assurer la mise en oeuvre et le respect de la mesure. Il doit lui être remis un rapport semestriel ventilé par entreprise et par catégorie, faisant apparaître le pourcentage d'éléments achetés dans la sous-région, et un rapport annuel élaboré par des entités spécialisées de vérification des comptes et de contrôles, directement engagées par les entreprises d'assemblage et de pièces détachées.

II. Renseignements d'ordre général sur le programme en question

La politique d'aide au secteur automobile mise en oeuvre par l'Equateur entre dans le cadre de l'Accord de complémentarité relatif au secteur automobile du Pacte Andin, conçu comme un moyen de promouvoir le développement de l'industrie régionale naissante de l'automobile.